

Bullard, Monte R. *China's Political-Military Evolution : The Party and the Military in the PRC, 1960-1984*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on China and East Asia », 1985, 223 p.

Jean-René Chotard

Volume 17, Number 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702033ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702033ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1986). Review of [Bullard, Monte R. *China's Political-Military Evolution : The Party and the Military in the PRC, 1960-1984*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on China and East Asia », 1985, 223 p.] *Études internationales*, 17(2), 480–481.  
<https://doi.org/10.7202/702033ar>

Faut-il en dire autant de la société indonésienne? Jean-Luc Maurer ne minimise nullement, au départ de son analyse, son appréhension à répondre. L'Indonésie n'a pas la même cohésion que l'Inde et la Chine. De plus, il y a le contraste entre l'Indonésie de Sukarno et celle de Suharto avec « la marche au pas cadencé vers le progrès matériel que l'Ordre nouveau a imposée ». Ce contraste s'est-il réalisé aux dépens de la culture traditionnelle? La réponse, solidement analysée, est partagée « sur le plan strictement économique, écrit l'auteur, c'est... la tendance au changement qui domine... si l'on regarde l'évolution des structures de production, de l'emploi et des exportations... ». Même constatation pour ce qui touche au domaine social: la tendance au changement l'emporte. Par exemple, les anciennes coutumes de solidarité communautaire dont, entre autres, les pratiques traditionnelles pour la sécurité alimentaire, ont disparu face à la modernisation agricole, face aussi à l'accélération urbaine récente.

Par contre, la tendance à la continuité fait surface dans tout le reste, tant dans le domaine socio-politique que socio-culturel. L'auteur, ici, est toutefois fort prudent. La raison en est simple: le phénomène est trop récent, trop actuel. « Des processus de profonde acculturation (l'auteur donne, entre autres, l'exemple du nationalisme communautaire en marche ascendante avec le nationalisme local des ethnies) sont en effet en cours, mais ils côtoient des phénomènes de farouche résistance culturelle et il est bien difficile de trancher dans un sens ou dans l'autre ». Avec une lucidité presque sage et une intelligence certaine, Billeter tranche pourtant le débat: « À mi-chemin entre ces phénomènes de résistance culturelle de natures très diverses et les processus de changement de type acculturation..., c'est bien la troisième voie d'une continuité, basée sur l'emprunt, l'assimilation et la réinterprétation, qui reste dominante dans la majorité des cas ». Une évolution tout bonnement historique alors!

On a beau avoir essayé de mener ces trois études selon la même grille d'analyse, l'ouvrage demeure un triptyque. Il souffre donc en quelque sorte du même mal que toutes les

tentatives du genre réalisées en collaboration. La division ternaire demeure jusque dans la conclusion où, malgré un effort plus que louable, la comparaison et le bilan se tirent pour ainsi dire sur trois colonnes parallèles. Malgré tout, le volume, une fois fermé, dégage une conclusion unique: en trente ans de vie, les trois sociétés asiatiques que sont la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont marché, progressé en demeurant foncièrement elles-mêmes. Cette seule certitude valait donc le coup de grouper dans un seul coffret, l'individuel présent de trois mages...

Jean Roch PERRON

Département d'histoire  
Université Laval

BULLARD, Monte R. *China's Political-Military Evolution: The Party and the Military in the PRC, 1960-1984*. Boulder and London, Westview Press, Coll. "Westview Special Studies on China and East Asia", 1985, 223 p.

Une étude sur l'armée de la République populaire de Chine où l'objet de l'analyse n'est pas la force militaire en soi, mais plutôt son rôle et l'évolution de ce rôle à l'intérieur de l'appareil administratif chinois. L'auteur, officier américain, possède un curriculum tout indiqué pour cette étude. Étudiant au *Political Warfare College* de Taiwan, puis attaché militaire américain à Pékin de 1980 à 1982, il a accumulé observations et informations.

L'étude s'attache à analyser l'évolution du rapport entre l'administration militaire et les structures administratives et politiques de la Chine. Une première remarque souligne que de 1960 jusqu'au début des années 1980, l'ensemble des élites passe d'une époque où la recurrence des purges pose aux cadres des questions de conformité et de « survie », à une époque nouvelle qui se caractérise par la sécurité personnelle et la rationalisation des fonctions. Le style politique change, celui des administrateurs aussi.

Dans cette mouvance, l'armée fait passer la qualité professionnelle avant l'éducation po-

litique. C'est le sens de la « 4<sup>ème</sup> modernisation », pour reprendre les termes de la nomenclature en usage à Pékin; elle s'accompagne de la mise à la retraite des officiers âgés, et de la promotion d'hommes dont la formation est très différente.

La dualité, difficile en Chine, de la province et du centre continue de poser des problèmes au gouvernement, elle en pose aussi au niveau de l'administration militaire. Il semble que la tendance soit de vouloir effacer jusqu'au souvenir des seigneurs de la guerre et l'éparpillement de la Chine, aussi le comité central cherche-t-il à éviter toute concentration excessive de pouvoir entre les mains des commandants de régions. Au passage, M.R. Bullard rappelle l'importance et l'originalité du rôle des commissaires politiques. Ils sont apparus comme le rouage capable d'assurer la loyauté à l'égard du pouvoir central. Avant d'être adoptés par le parti communiste, ils ont été introduits en Chine par Chiang Kai Shek qui a maintenu la fonction à Taïwan. L'auteur pense même que les commissaires politiques demeurent dans l'armée chinoise le niveau de pouvoir le plus puissant.

Les militaires, à diverses époques dans l'histoire de la république populaire, ont cumulé des fonctions importantes et des pouvoirs. La guerre de libération jusqu'en 1949 mêlait pour les dirigeants questions politiques et problèmes militaires. Mao, leader politique, est aussi le théoricien de la guerre populaire, dont M. Bullard rappelle au passage la différence avec la guerrilla. Jusqu'à la révolution culturelle, officiers supérieurs et commandants de région ont concentré beaucoup de fonctions et de pouvoirs. Une tendance inverse s'est dessinée à la fin des années 70. Les responsables militaires de région ont presque tous perdu les autres responsabilités administratives qu'ils détenaient. Les commissaires politiques ont vu aussi se réduire leur influence quoique dans une moindre mesure.

Il se produit actuellement une baisse générale du cumul de charges mais il ne faut pas la considérer comme absolue, car diverses fonctions assumées par les mêmes dirigeants permettent, selon l'auteur, une meilleure corrélation entre les divers paliers de l'autorité.

Dans le grand pragmatisme des autorités de Pékin un soin particulier est apporté aux rapports entre la province et le centre. En même temps que diminue l'influence des militaires, le Comité central s'ouvre aux élites provinciales. Le but est clair, ils doivent s'identifier à la Chine comme une nation unifiée et ils assument ainsi un rôle que les militaires avaient rempli.

Est-il possible de parler d'un recul de l'influence de l'armée? L'auteur s'y refuse, il pense plutôt qu'il se produit une plus stricte distinction dans l'influence entre parti, armée et gouvernement. L'armée n'est pas refoulée dans ses casernes et si le parti la contrôle, c'est par le sommet et non aux diverses articulations de son fonctionnement. Une armée moins visiblement proche des lieux du pouvoir mais subtilement liée à la reformulation des tâches administratives en Chine. Sans citer l'ouvrage, M. Bullard ajoute ainsi une très intéressante annexe au *Soldier and the State* de Brzezinski et Huntington.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire  
Université de Sherbrooke*

FRANKEL, Jeffrey A. *The Yen/Dollar Agreement: Liberalizing Japanese Capital Markets*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. "Policy Analyses in International Economics", no 9, 1984, 91 p.

En 1983, les États-Unis se dirigeaient vers un déficit de la balance commerciale de l'ordre de plus de 60 milliards de \$US, dont 31 %, soit 19,3 milliards avec le Japon (en 1984, ces chiffres dépassèrent respectivement 90 milliards et 35 milliards). Selon certains hommes d'affaires américains, ce déséquilibre des échanges commerciaux était dû en bonne partie à la sous-évaluation du yen par rapport au dollar, ce qui rendait les produits américains non compétitifs sur le marché japonais. Ces hommes d'affaires réussirent à convaincre l'administration Reagan de faire pression sur le gouvernement japonais dans le but de « li-